

TRAVAILLEURS  
EN ÉDUCATION  
DU SCFP

# LE POUVOIR DE L'ÉDUCATION PUBLIQUE

## Récapitulation de l'assemblée publique téléphonique

Avril 2021

### C'est unanime : les présidents des sections locales des conseils scolaires du SCFP approuvent la campagne du CSCSO pour des écoles sûres

Le 7 avril, le CSCSO tenait une assemblée publique téléphonique pour discuter des préoccupations des travailleurs de l'éducation du SCFP concernant leur sécurité au travail pendant la pandémie et de ce que nous pourrions faire collectivement.

Comme je l'ai fait lors de l'appel, je félicite tous les présidents des sections locales pour l'excellent travail qu'ils ont accompli en assurant leadership, défense des intérêts et conseils à leurs membres.

En raison de l'inaction de Doug Ford et de son gouvernement, nous nous trouvons au milieu de la troisième vague de la pandémie de COVID-19, ou comme le disait récemment Paul Sylvestre, représentant du SCFP en santé et sécurité, la première vague de la nouvelle variante.

Quel que soit le nom qu'on lui donne, la responsabilité de la situation incombe au gouvernement Ford. Cette vague aurait pu être évitée, si seulement il avait pris les mesures appropriées.

Jeudi dernier, alors que le nombre de cas atteignait un niveau record, le premier ministre provincial Ford a annoncé qu'il appliquait le « frein d'urgence ». Mais, ce qui était censé être un confinement n'est en réalité que « du tape-à-l'œil » et a eu très peu d'effet. Moins d'une semaine plus tard, M. Ford a émis un ordre de rester à domicile et cette semaine, il a fermé les écoles à l'échelle de la province.

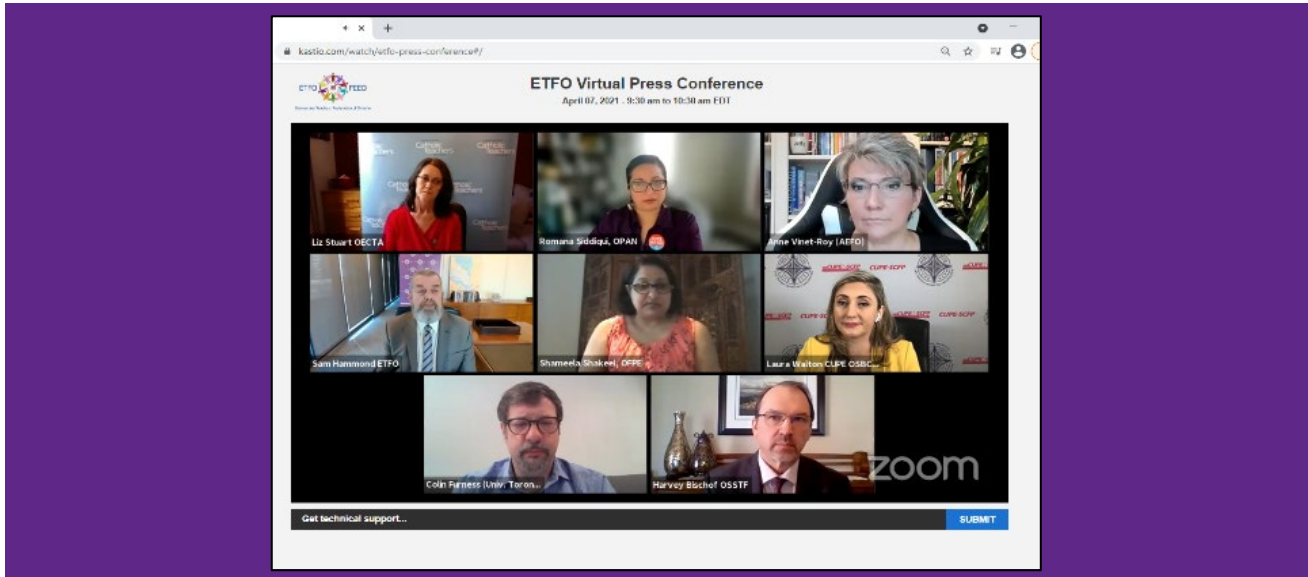
### Conférence de presse

Le matin de cette annonce, j'ai participé, avec nos collègues des syndicats d'enseignants et nos alliés de l'éducation, à une conférence de presse virtuelle organisée par la FEEO sur les vaccins et les écoles sûres. Les intervenants ont fait remarquer que, même si les données montrent clairement que les cas sont à la hausse, le gouvernement a été négligent dans sa protection des travailleurs de



**CUPE·SCFP**

l'éducation, des élèves et des collectivités. J'ai souligné que les choix que le gouvernement fait ont un impact plus important sur les travailleurs de l'éducation que sur les enseignants, et qu'il faut assurer notre sécurité ! (Notre événement a dû toucher une corde sensible puisque Stephen Lecce a appelé CP24 au milieu de la diffusion pour donner son propre son de cloche).



## Ce que rester chez soi signifie pour les travailleurs de l'éducation

Le 7 avril, M. Ford a émis un ordre de rester à domicile à l'échelle de la province. La Santé publique avait fermé des écoles en réaction au nombre de cas à Toronto, Peel et Thunder Bay. À l'échelle provinciale, les travailleurs de l'éducation s'occupant directement d'élèves ayant des besoins particuliers et l'ensemble des travailleurs de l'éducation dans les points chauds désignés (Toronto et Peel) pouvaient être vaccinés à compter de la semaine du 12 avril.

Le 12 avril, le gouvernement Ford a annoncé la fermeture des écoles pendant deux semaines après la relâche d'avril pour contribuer à contrôler la propagation de la COVID-19. La majorité des élèves reprendront l'apprentissage à distance. Mais, les écoles resteront ouvertes pour l'apprentissage en personne de ceux qui en ont besoin. Les A.-E. et les concierges continueront donc à travailler dans les écoles.

Nous avons obtenu des assurances sur l'accès à des services de garde d'enfants d'urgence et la fourniture d'ÉPI approprié. Nous veillerons à ce que le gouvernement tienne ces promesses.

## Campagne provinciale

Le mardi 5 avril, les membres du Comité exécutif du CSCSO ont tenu une réunion d'urgence pour discuter de la situation dans les écoles. La motion qu'ils ont approuvée a été entérinée à l'unanimité par les présidents des sections locales des conseils scolaires du SCFP qui ont participé à l'appel. Elle se lit comme suit – le CSCSO lancera une campagne provinciale complète que les dirigeants et



**CUPE·SCFP**

les membres des sections locales intensifieront. Elle insistera sur un plan réel et durable pour des écoles sûres grâce aux éléments suivants : accélération de la vaccination de tous les travailleurs essentiels, congés de maladie payés pour tous les travailleurs, des classes plus petites comprenant de vraies cohortes pour les travailleurs et les élèves, un dépistage quotidien avant l'entrée dans le bâtiment, une augmentation des tests asymptomatiques en utilisant des kits de test rapide dans les points chauds et les zones d'éclosion, un financement complet afin d'optimiser la ventilation, l'entretien et une norme provinciale en matière de nettoyage, l'identification de tous les points chauds et l'allocation de fonds pour combattre les épidémies, une formation adéquate de tout le personnel et la fourniture d'ÉPI de haute qualité, une véritable collaboration entre les travailleurs de l'éducation, les conseils scolaires et la santé publique à l'avenir.

Grâce à l'aval des présidents, nous développerons une campagne qui s'appuiera fortement sur la participation des sections locales. Merci d'avance pour votre soutien.

## Mots de la fin

Depuis le début, nous affirmons que les écoles doivent être ouvertes, mais qu'elles doivent être sûres et cela doit continuer. Mais, rien de ce que nous avons obtenu de ce gouvernement n'a été gagné sans combat.

Nous nous sommes battus pour que nos membres soient rémunérés pendant la fermeture de l'année dernière. Les fonctionnaires ont laissé entendre que nous ne devrions pas nous attendre à ce que cela se poursuive. Nous ne pouvons pas mettre nos membres en difficulté financière.

Pendant la pandémie, des conseils scolaires ont mis à pied des catégories entières de travailleurs, en invoquant la disposition de la lettre d'entente no 3 relative à « un événement catastrophique ». Bien que nous combattions ces pertes dans toute la mesure du possible, la vérité est que certains travailleurs se retrouvent sans emploi. Nous devons veiller à ce que cela ne se produise pas à l'échelle de la province. Des rumeurs circulent déjà selon lesquelles des employeurs surveillent les budgets et les tâches, surtout dans les régions où l'enseignement est passé au virtuel. C'est inquiétant.

La transition au virtuel a également créé un fossé entre les classifications. Cela ne peut pas continuer. Nous savons que tous les membres ne peuvent pas transférer leur travail vers le virtuel. Plusieurs d'entre eux ont été et continuent d'être rattachés à des bâtiments physiques. Ils ne devraient pas avoir l'impression d'être sacrifiés.

Un autre élément a été déterminant, à savoir nous entrons dans la phase de préparation des négociations. Nous avons mis notre travail en valeur et nous pouvons continuer à le faire pendant la pandémie. Nous sommes sur le terrain pour fournir des services essentiels à la prestation de l'enseignement public, qu'il s'agisse d'un meilleur nettoyage, de l'amélioration des systèmes de ventilation, des soutiens continus pour les élèves, de la gestion de la recherche des contacts et bien plus encore. Nous devons capitaliser sur le fait que nous sommes sur place depuis le début. Nous devons être prêts à réitérer ces faits alors que nous cherchons à réaliser des gains réels pour nos membres.

Garder les écoles ouvertes s'accompagne de certaines exigences. Celles-ci sont reprises dans la



**CUPE·SCFP**

motion que nous vous soumettons et dans la campagne que nous planifions. Avoir gain de cause nécessitera un travail de plaidoyer à tous les niveaux. L'immunisation s'est avérée être un grand succès grâce à la défense d'intérêt locale. À Windsor et à Lambton Kent, le plaidoyer s'est conclu par la vaccination quelques jours avant l'annonce du premier ministre provincial. À Thunder Bay et à Durham, le travail des sections locales a incité les conseillers scolaires et l'employeur à collaborer avec les unités de santé publique pour élargir la vaccination.

Nous sommes impatients de faire plus en partenariat avec vous.

Enfin, je tiens à remercier les confrères Dave Chezzi et Paul Sylvestre de s'être joints à nous pour répondre aux questions des présidents sur la santé et la sécurité, les demandes d'indemnisation de la CSPAAT et la COVID. Le confrère Chezzi a expliqué que chaque réclamation à la CSPAAT est unique et doit être présentée individuellement et que, malheureusement, il est impossible de donner des réponses générales pour des cas spécifiques.

En toute solidarité,



Laura Walton, présidente du CSCSO  
Adresse courriel : [lwalton@osbcu.ca](mailto:lwalton@osbcu.ca)

MU:gb/sepb491



**CUPE·SCFP**